

À la fin du quatrième trimestre 2025, le ratio de dette publique s'établit à 115,6 % du PIB

Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques (APU) - quatrième trimestre 2025

Informations Rapides · 27 mars 2026 · n° 79

Avertissement

Le calcul de la dette trimestrielle mobilise des sources qui peuvent être sujettes à révision pendant plusieurs trimestres.

Pour une période donnée, la variation de la dette ne permet pas de déduire le déficit public, en raison notamment de l'existence d'actifs financiers et de passifs exclus du périmètre de la dette de Maastricht. En outre, le déficit public trimestriel publié par l'Insee est corrigé des variations saisonnières et de l'effet des jours ouvrables, ce qui n'est pas le cas de la dette trimestrielle.

La dette publique au sens de Maastricht est consolidée : les contributions à la dette publique, calculées pour les sous-secteurs des administrations publiques ou pour une entité en particulier, excluent les dettes vis-à-vis d'autres administrations publiques.

Au quatrième trimestre 2025, la dette publique diminue de 23,6 Md€ par rapport au trimestre précédent et s'établit à 115,6 % du PIB

À la fin du quatrième trimestre 2025, la dette publique au sens de Maastricht s'établit à 3 460,5 Md€, soit une diminution de 23,6 Md€, après +66,9 Md€ au trimestre précédent. Exprimée en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), elle s'établit à 115,6 % après 117,2 % au troisième trimestre 2025. Contrairement au trimestre précédent, la diminution de la dette publique s'accompagne d'une baisse de la trésorerie des administrations publiques (-31,1 Md€ après +6,4 Md€), si bien que la dette nette augmente (+8,1 Md€) et s'établit à 108,4 % du PIB après 108,9 % au troisième trimestre. La diminution du ratio de dette nette est la conséquence de la hausse du PIB en valeur au quatrième trimestre, plus dynamique que la dette nette.

La dette de l'État et la dette des organismes divers d'administration centrale baissent sur un trimestre

Au quatrième trimestre 2025, la contribution de l'État à la dette publique diminue de 22,6 Md€, après une augmentation de 58,1 Md€ au trimestre précédent. L'encours de titres négociables de long terme de l'État diminue (-15,3 Md€), tout comme les titres négociables de court terme (-4,8 Md€), les dépôts (hors déposants des administrations publiques, -2,0 Md€) et les prêts à long terme (-0,5 Md€). L'État diminue en parallèle sa trésorerie (-25,1 Md€), si bien que contrairement à sa dette brute, sa dette nette augmente (+2,5 Md€).

La contribution des organismes divers d'administration centrale (Odac) à la dette diminue (-0,2 Md€ après +0,7 Md€ au trimestre précédent). Leur encours d'obligations de long terme diminue (-1,5 Md€), tandis que les crédits de court terme (+0,7 Md€) et de long terme (+0,6 Md€) augmentent. SNCF Réseau diminue sa dette (-1,0 Md€), tandis que France Compétences s'endette (+0,8 Md€).

La dette des administrations de sécurité sociale diminue

La contribution des administrations de sécurité sociale (Asso) à la dette publique diminue (-13,0 Md€, après +7,6 Md€ au trimestre précédent), du fait de la Cades (-12,7 Md€), de l'Urssaf Caisse nationale (-2,2 Md€) et de la CNAM (-0,7 Md€), tandis que la dette de la Cnaf augmente (+1,8 Md€). Cette baisse de la dette des Asso recouvre une baisse des titres négociables de long terme (-11,3 Md€), des crédits à court terme (-5,5 Md€) et à long terme (-0,5 Md€), tandis que l'encours d'obligations à court terme augmente (+4,3 Md€).

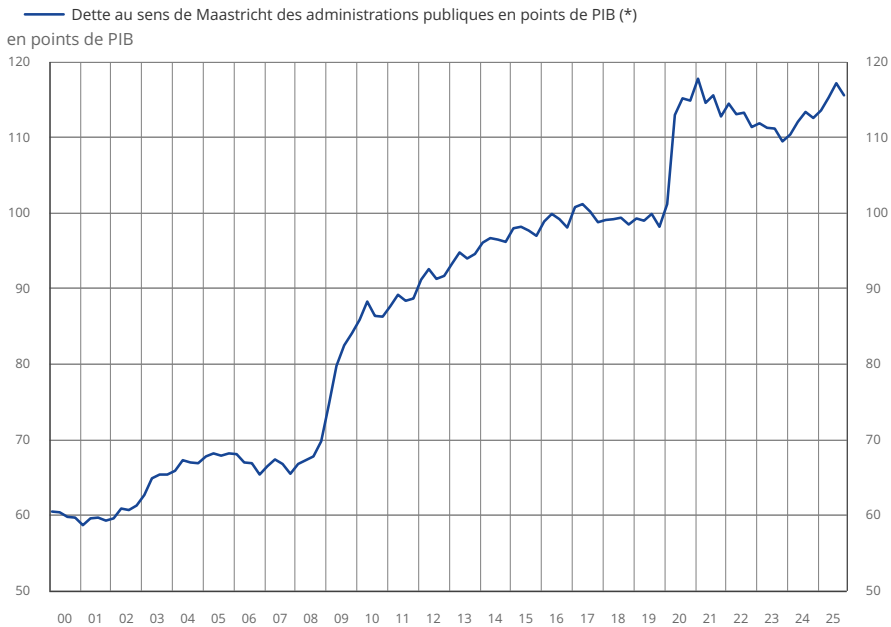
La baisse de la dette des Asso s'accompagne d'une diminution de leurs actifs de 6,2 Md€, notamment de leur trésorerie pour -5,9 Md€, et de leur détention d'obligations de long terme (-0,4 Md€), si bien que la dette nette des Asso diminue moins que leur dette brute (-6,8 Md€).

La dette des administrations publiques locales augmente

Au quatrième trimestre 2025, la dette publique des administrations publiques locales (APUL) augmente de 12,2 Md€, après +0,5 Md€ au trimestre précédent. L'augmentation de leurs crédits de long terme (+12,5 Md€) et de leurs titres de court et de long terme (+0,3 Md€ chacun) est atténuée par une baisse des encours de crédits de court terme (-0,9 Md€). En parallèle, les APUL augmentent un peu leur détention de crédits (+0,1 Md€), si bien que leur dette nette augmente à peine moins que leur dette brute (+12,1 Md€).

Les communes s'endettent (+5,5 Md€), de même que les départements (+2,7 Md€), les régions (+1,4 Md€), les syndicats des collectivités locales (+0,6 Md€) et Île-de-France Mobilités (+1,1 Md€). Le reste de l'augmentation de dette est dispersé entre diverses Apul.

Dette au sens de Maastricht des administrations publiques en points de PIB (*)



(*) voir précisions dans l'encadré « Pour en savoir plus »
Source : Comptes nationaux - Insee, DGFIP, Banque de France.

La dette de Maastricht des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur et par instrument

	en milliards d'euros				
	2024T4	2025T1	2025T2	2025T3	2025T4
Ensemble des adm. publiques	3 306,1	3 346,3	3 417,2	3 484,1	3 460,5
en point de PIB (*)	112,6 %	113,6 %	115,3 %	117,2 %	115,6 %
dont, par sous-secteur, consolidée (*) :					
État	2 686,5	2 722,9	2 787,2	2 845,3	2 822,7
Organismes divers d'adm. centrale	69,6	69,5	68,5	69,2	69,0
Administrations publiques locales	262,6	263,2	263,1	263,5	275,7
Administrations de sécurité sociale	287,4	290,7	298,4	306,0	293,1
dont, par instrument :					
Dépôts	41,5	38,6	41,8	44,7	42,7
Titres négociables	2 952,9	2 998,5	3 064,6	3 124,1	3 096,2
court terme	260,8	259,9	272,1	271,0	270,9
long terme	2 692,1	2 738,6	2 792,5	2 853,1	2 825,3
Crédits	311,8	309,2	310,7	315,2	321,6
court terme	13,3	14,1	16,5	19,9	14,1
long terme	298,5	295,1	294,2	295,3	307,4

(*) voir précisions dans l'encadré « Pour en savoir plus »
Source : Comptes nationaux base 2020 – Insee, DGFIP, Banque de France

Au quatrième trimestre 2025, la dette publique nette augmente de 8,1 Md€

L'analyse de l'endettement des administrations publiques (APU) peut être complétée par les actifs financiers qu'elles détiennent. La construction de la dette nette les prend en compte en soustrayant à la dette brute des APU les actifs que ces dernières détiennent sur le même champ d'instruments financiers. La dette nette des administrations publiques s'élève à 3 245,5 Md€ au quatrième trimestre 2025 soit 108,4 % du PIB, après 108,9 % au troisième trimestre 2025. Elle augmente de 8,1 Md€, après +61,7 Md€ au trimestre précédent. L'écart de 31,7 Md€ avec la baisse de dette brute s'explique principalement par la diminution de la trésorerie de l'État (-25,1 Md€) et des Asso (-5,9 Md€).

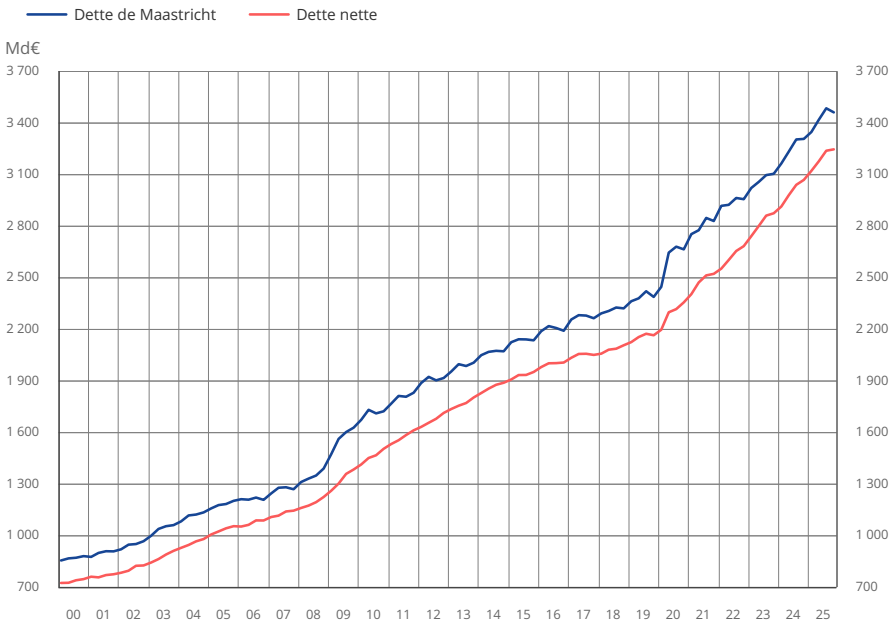
La dette nette des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur

(en milliards d'euros)

	2024T4	2025T1	2025T2	2025T3	2025T4
Ensemble des adm. publiques	3 067,8	3 120,3	3 175,7	3 237,4	3 245,5
dont :					
État	2 575,1	2 618,2	2 672,5	2 724,7	2 727,3
Organismes divers d'adm. centrale	36,8	37,0	35,6	37,1	37,4
Administrations publiques locales	248,9	249,3	249,0	249,3	261,4
Administrations de sécurité sociale	206,9	215,8	218,7	226,2	219,5

Source : Comptes nationaux base 2020 – Insee, DGFIP, Banque de France

Dette au sens de Maastricht et dette nette



Source : Comptes nationaux - Insee, DGFIP, Banque de France.

La valeur globale des détentions en actions cotées et en titres d'organismes de placement collectif augmente au quatrième trimestre 2025

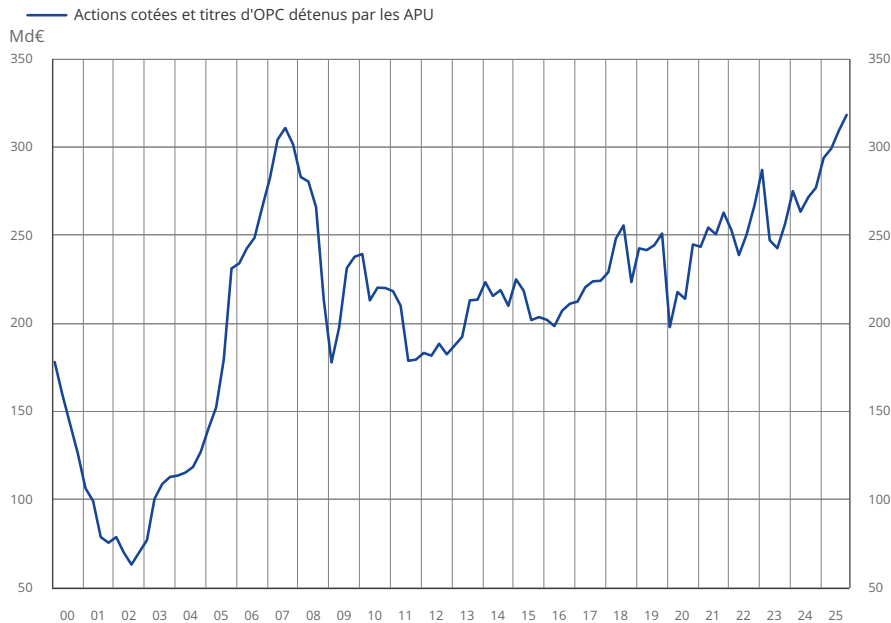
Une appréciation plus complète de la situation financière des APU passe par l'analyse d'actifs qui n'entrent pas dans la définition de la dette nette. Ainsi, au quatrième trimestre 2025, la valeur totale des actions cotées et des titres d'organismes de placement collectif détenus par les APU augmente de 8,9 Md€ (après +10,3 Md€ au trimestre précédent) et s'établit à 318,3 Md€. Cette hausse est portée par les Asso (+6,4 Md€), les Odac (+2,3 Md€) et l'État (+0,2 Md€).

Les actions cotées et les OPC détenues par les administrations publiques
(en milliards d'euros)

	2024T4	2025T1	2025T2	2025T3	2025T4
Ensemble des adm. publiques	277,0	293,9	299,2	309,4	318,3
dont :					
État	55,5	64,5	70,0	73,4	73,6
Organismes divers d'adm. centrale	58,9	62,9	63,3	65,7	68,0
Administrations publiques locales	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Administrations de sécurité sociale	162,4	166,2	165,7	170,1	176,5

Source : Comptes nationaux base 2020 – Insee, DGFIP, Banque de France

Actions cotées et titres d'OPC détenus par les APU



Source : Comptes nationaux - Insee, DGFIP, Banque de France.

Pour en savoir plus

Au dernier trimestre d’une année, le produit intérieur brut (PIB) utilisé pour exprimer la dette en point de PIB est le PIB annuel en données brutes. Cette mesure n’a pas de strict équivalent en cours d’année ; elle est approximée par le cumul du PIB trimestriel en données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO) sur les quatre derniers trimestres connus.

La méthodologie est disponible dans l’onglet « Documentation » de la page de l’indicateur sur insee.fr.

Prochaine publication : le 25 juin 2026 à 8h45.

Contact presse : bureau-de-presse@insee.fr
Suivez-nous sur Bluesky (@Insee.fr) et sur X (@InseeFr)



Institut national de la statistique et des études économiques
88 avenue Verdier, 92541 Montrouge Cedex
Direction de la publication : Fabrice Lengart
ISSN 0151-1475